

Église et société, quelle place pour les jeunes ?

Présentation des participants

Sabine Roux de Bézieux est fondatrice et gérante de la fondation Araok qui travaille sous l'égide de la Fondation de France, présidente d'Entrepreneurs du monde qui s'occupe en particulier de micro finance, présidente et fondatrice d'Espoir Niger qui vise à promouvoir la femme par l'initiative locale. Sabine est déléguée diocésaine pour la formation dans le diocèse de Nanterre.

Dominique Greiner est prêtre et assomptionniste, économiste, théologien spécialisé en éthique, rédacteur en chef du quotidien *La Croix* (depuis le 1^{er} janvier 2010), après avoir dirigé le département d'éthique de l'université catholique de Lille.

Jean-Luc Pouthier est historien, journaliste. Il donne à Sciences-Po un cours sur « religions et société ». Il enseigne à l'Institut catholique de Paris, en particulier l'histoire du christianisme du xx^e siècle.

La table ronde est animée par **Paule Zellitch**, doctorante en théologie à l'Institut catholique de Paris, membre de l'équipe pastorale du pôle Vocations du SNEJV, rédactrice en chef de la revue *Église et Vocations*, vice-coordinatrice du Congrès européen des vocations ; elle collabore avec la Fédération française de la presse

catholique dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut catholique de Paris dans le groupe de recherche Théopresse.

Nos trois invités se sont engagés, dans un premier temps, à répondre à trois questions. Chacun de ces temps sera suivi d'un jeu de questions-réponses à la table et avec l'assemblée. La première question s'adressera à Dominique Greiner : « Le rôle de l'Église dans la société ». La seconde question : « Comment l'Église catholique peut-elle être actrice, notamment dans la politique jeunesse dans la société et dans l'Église ? » sera traitée par Sabine Roux de Bézieux et enfin la troisième question : « Quels sont les enjeux et les défis de la politique jeunesse, de la place que l'on accordera ou pas aux jeunes dans la société ? » sera développée par Jean-Luc Poutier.

Le rôle de l'Église dans la société

Je vais essayer de répondre à la question que l'on m'a confiée : « Le rôle de l'Église dans la société » à partir d'un ensemble d'expériences. Une expérience, assez longue, comme universitaire dans un département d'éthique, aujourd'hui, comme responsable d'un quotidien national, et aussi à partir de mon expérience dans le monde des jeunes, à la fois comme enseignant et comme responsable d'un foyer d'accueil et de discernement de ma congrégation pendant 14 ans. C'est un peu toute cette expérience que je peux vous partager et cela d'autant plus que dans ma congrégation de l'Assomption, nous sortons d'une semaine de chapitre. Bien sûr, la question de notre propre rôle dans la société française, quand on est à la tête d'une congrégation qui a un poids important dans les médias, est évidemment une question que nous nous posons, et à laquelle nous essayons de réfléchir logiquement. Qu'est-ce que cela signifie d'avoir un outil d'évangélisation tel que l'entreprise Bayard, et avec tous ses titres ?

En entendant cette question, j'ai tout de suite pensé à une expérience faite un soir de la semaine dernière à Lyon. Lors du chapitre provincial de ma congrégation, nous étions quelques-uns à prendre un temps de détente à Lyon ; un des frères qui connaissait bien la ville dit : « *Je vais vous faire découvrir quelque chose que vous ne*

connaissez pas. » Il nous a emmenés voir le groupe Glorious qui est en concert tous les jeudis soir. Nous sommes entrés pour voir un peu ce qui se passait et j'avoue que nous en sommes sortis assez désarçonnés – pas tant par les paroles et la musique de Glorious que par l'agencement du lieu. Une chapelle latérale, avec deux à trois cents jeunes rassemblés pour un temps de pop louange et, juste à côté, dans la nef, séparée par une porte à battants, l'adoration eucharistique et des prêtres qui confessent. Et cela a donné lieu à une réflexion entre nous car tout ceci était hors de nos représentations mentales ! Quelle étrange juxtaposition : d'un côté un monde assez bruyant, la batterie, les guitares électriques, même si les paroles étaient tirées des psaumes et de l'évangile et de l'autre, des gens qui prient en silence tout en « bénéficiant » d'un niveau sonore élevé. Et les jeunes passaient d'un côté puis de l'autre. Ceci est symptomatique du monde dans lequel nous vivons, un monde de très grande fluidité, dans lequel la jeunesse se révèle capable de passer d'un extrême à l'autre : se libérer au son d'une musique, d'une gestuelle, le corps en mouvement et puis, quelques instants après, vivre un temps d'adoration silencieuse et/ou éventuellement une démarche de confession, où l'intime se livre. Entre ce monde de fluidité et ma manière de faire en congrégation, ça résiste un peu. Cependant cela nous a fait réfléchir à nos manières d'agir, aujourd'hui, dans ce monde.

C'est vrai, qu'en Église avec nos communautés, nos œuvres, nous sommes en responsabilité dans des institutions qui sont très lourdes, pas faciles à manager, à faire évoluer. Dans ma congrégation, nous sommes en responsabilité d'œuvres très importantes pour commencer par l'entreprise Bayard, qui édite notamment *La Croix*. De manière triviale, j'aime dire que nous sommes les « camionneurs » de la vie religieuse ; ce n'est apparemment pas très flatteur, mais cela veut dire que nous transportons du « lourd ». Nous évangélisons, non pas de manière directe, mais à travers des productions éditoriales qui servent à la formation des personnes, sur le plan religieux, mais pas seulement. Or la rencontre du monde des jeunes exige que nous soyons des espèces de « voltigeurs », capable de circuler rapidement d'un point à un autre, en se frayant un chemin au milieu de la foule. Peut-être faut-il à la fois des camionneurs et des voltigeurs pour une Église dans la société.

Il faut sûrement des voltigeurs, des gens qui savent inventer cette fluidité dans un monde urbain, capables d'inventer des lieux de présence ; mais, cela n'a de sens que si il y a aussi des structures, nécessairement moins souples, mais qui donnent les outils d'une « évangélisation durable ». La spontanéité ne suffit pas. Il faut aussi du « lourd ».

Voilà c'était une première réflexion pour faire sentir ce que je pressens comme défi, pour nous aujourd'hui, dans un monde finalement en pleine évolution et qui va de plus en plus vite. Une institution, des institutions de l'Église, des œuvres moins dynamiques mais ceci ne doit pas nous effrayer. Il ne s'agit pas tous de devenir des voltigeurs. On a besoin de voltigeurs de l'évangélisation, mais on aura toujours besoin d'institutions un peu lourdes. On aura toujours besoin de logisticiens de l'Évangile, on aura toujours besoin de camionneurs de la vie religieuse. Voilà mon premier point de réponse concernant le rôle de l'Église dans la société.

Le second point est aussi tiré de la réflexion de notre chapitre. Nous avons été marqués par un appel de Benoît XVI invitant à rejoindre nos contemporains qui ne connaissent pas Dieu mais qui ne sont pas sans interrogation. Le Pape a ainsi confié à Mgr Ravasi le soin d'organiser des rencontres entre croyants et non-croyants, dans le cadre d'une structure dénommée le Parvis des Gentils. Sur l'esplanade du temple de Jérusalem, le parvis des Gentils était l'espace auquel pouvait accéder les païens (les Gentils). En reprenant cette dénomination, le Pape évoque un lieu où se tiennent les personnes qui ne connaissent pas nécessairement Dieu mais qui ne sont pas non plus sans se poser de question à son sujet. Ils sont en dehors de nos églises, ils n'osent pas y entrer. Et bien il nous appartient de les rejoindre. Un des grands défis de l'Église d'aujourd'hui, c'est de susciter des lieux de rencontres sur ce parvis des Gentils, car les hommes et les femmes que nous rencontrons aujourd'hui ne font pas partie de la nef, n'osent pas y entrer, ne trouvent pas leur place ; il faut que nous allions à leur rencontre et que nous inventions une manière de les rencontrer. Non pas pour les convertir, mais pour susciter un dialogue avec ceux qui viennent de la nef, qui appartiennent à l'Église. C'est une invitation qui nous est adressée, à nous qui sommes dans la nef de l'Église, qui nous y sentons bien, à nous rendre sur les

parvis, à aller à la rencontre des gens qui ne connaissent peut-être pas Dieu – mais qui peuvent peut-être se poser cette question – à les accompagner dans leurs questionnements. Il y a donc aujourd’hui un enjeu et cet enjeu c’est ce parvis qui est l’ensemble de la société. Cela peut être le monde associatif, le monde de la culture, le monde de l’entreprise, etc. Tous ces lieux, où nous pouvons faire l’expérience de la rencontre, d’hommes et de femmes qui sont peut-être en recherche de Dieu et qui n’osent pas entrer.

Une autre manière de parler du parvis est celle-ci. Un évêque me racontait récemment cette expérience. Il avait organisé un grand rassemblement dans son diocèse, au mois de juin, en plein air. Au moment de la célébration eucharistique qui clôturait la journée, il voyait l’assemblée devant lui avec, au fond de la prairie, des jeunes pères de famille qui gardaient leurs enfants, à distance de ce qui se célébrait, mais pas tout à fait absents. L’évêque m’expliquait : *« C’est ça le parvis. Ce sont des gens qui n’osent pas rentrer dans la communauté, qui ne se sentent pas prêts à participer – par exemple à la célébration de l’eucharistie, mais qui ne sont pas indifférents à ce qui se passe ; ils ont un prétexte pour ne pas être trop loin tout en restant à distance. »*

La question est alors de savoir comment occuper cet espace entre l’assemblée et ces jeunes pères qui se promènent, l’oreille pas tout à fait distraite sur ce qui se passe. Dans ma congrégation, le travail que nous réalisons dans la presse est bien de cet ordre. Il s’agit pour nous de rejoindre des publics qui peuvent être éloignés de l’Église, mais qui sont porteurs d’interrogations fondamentales sur le sens de leur vie et, lorsque ce lien est établi, nous pouvons aussi leur expliquer ce qu’il en est de l’expérience chrétienne et de sa manière de comprendre le monde.

J’aborde maintenant le troisième point. Pendant longtemps, le rapport Église/État a été pensé en termes de confrontation. Vatican II a permis de sortir de cette vision en nous faisant comprendre que l’enjeu n’était pas la confrontation Église/État, mais le rapport État/société. En pensant la confrontation État/société, l’Église se pense elle-même comme un élément de la société. C’est un déplacement qui est fondamental. Finalement ce n’est pas l’Église qui englobe toute la société mais c’est l’Église qui se reconnaît elle-même un

élément de cette société. En conséquence, l'Église a une légitimité – et autant qu'une autre association – pour agir dans cette société. Du point de vue du droit, il n'y a aucune raison pour que l'on nous disqualifie de l'espace public. Nous avons autant de légitimité que n'importe quel autre groupe. Il n'a pas de complexes à avoir quand il s'agit de prendre la parole, d'exprimer nos opinions, de créer des œuvres, de développer des institutions. Nous le faisons au nom même de notre foi et avec la capacité de dire au nom de quoi nous le faisons, et cela bien sûr à partir d'une anthropologie, d'une conception de l'homme, d'une vision « eschatologique » de l'avenir.

Nous entrons dans le débat public avec d'autres. Nous savons que nous entrons en confrontation avec d'autres, mais nous le faisons à partir de ce que nous avons à dire, et à témoigner. Non pas pour imposer une vue sur l'économie, la politique, mais d'abord pour témoigner du Christ et pour annoncer son Nom. Soyons très clairs là-dessus ; il n'y a pas d'autre visée. Le plus beau texte est, je trouve, celui des évêques de France rédigé à l'occasion de la commémoration de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. Nous ne sommes pas là pour imposer nos vues dans le politique, dans l'économique. Nous y avons notre place, mais toujours pour les rapporter à la notion de témoignage. Un témoignage qui va trouver ses formes, et dont l'objectif est d'abord de témoigner de la capacité qu'a le christianisme à entrer en dialogue avec tout homme et toute femme. Au nom même de notre foi, nous savons que nous n'avons pas à imposer nos manières de faire. Cela serait contraire à notre appréhension de la liberté religieuse, de la liberté de conscience. Mais par cette capacité à entrer dans un dialogue ouvert avec les hommes de ce temps, nous témoignons déjà du rôle de l'Église dans la société.

Cela va, bien sûr, passer par des institutions sociales, hospitalières, etc. Je pense qu'à ce propos, nous avons de très beaux textes de Benoît XVI parlant de « l'œuvre propre » de l'Église qui est de témoigner de la charité. Le jour où l'Église ne sera plus présente dans le système hospitalier, cela sera une perte dramatique pour l'ensemble du système sanitaire. Le jour où les chrétiens seront absents du système éducatif, le jour où toutes les congrégations, tous les diocèses se seront retirés de l'enseignement catholique, cela sera un drame pour l'ensemble de l'enseignement. Et si nous sommes présents dans l'ensei-

gnement et dans les œuvres hospitalières, ce n'est pas pour imposer une conception, c'est bien toujours pour témoigner, manifester la charité du Christ à laquelle nous croyons et qui nous motive. Nous sommes présents dans cette société, d'abord au nom de la charité. Cette charité va, dans certains cas, se déployer dans des institutions lourdes, complexes. C'est un hôpital, c'est une école, c'est une entreprise de presse et bien sûr cela nous confronte à d'autres exigences.

Ce rôle de l'Église dans la société, je l'assume à partir de ma responsabilité journalistique. Nous sommes des acteurs pertinents, attendus sur un certain nombre de dossiers, et j'en fais l'expérience, dans le champ professionnel médiatique. On nous attend, parce que l'on sait que notre parole est originale et que cette parole a une rationalité qui peut être entendue par d'autres. Nous sommes sollicités régulièrement, au journal, par l'ensemble des médias pour expliquer un certain nombre d'événements en train de se dérouler. Nous avons pleinement notre rôle dans la société. Toutes les institutions sociales, toutes les institutions ecclésiales ont une responsabilité à l'égard de l'ensemble de la société.

Paule Zellitch : *Merci Dominique. Voici une question un peu forte transmise par l'assemblée et qui semble préoccuper plusieurs d'entre nous.*

Elle concerne les jeunes qui ne sont ni étudiants, ni jeunes professionnels, qui sont sans emploi, qui ont peu de perspectives, et qui vivent bien souvent dans des quartiers sensibles. Tu nous parlais de la charité. Sont-ils, ces jeunes, les impensés de nos pastorales et de nos missions ?

Quelle pastorale envisager et mettre en œuvre si nous voulons être des témoins authentiques du Christ Jésus ? Peut-on imaginer honorer la mission et ne pas aller vers ces personnes-là ?

Dominique Greiner : Vous avez la réponse dans la question ! Je ne suis pas tout du tout spécialiste de cette pastorale des jeunes. Je crois que c'est à recevoir comme un appel. Je suis désolé de n'avoir que mon champ de compétences en vue. Nous nous posons toujours la question des banlieues et cette question est venue hier dans notre chapitre. Pourquoi Bayard ne propose pas des produits presse pour les gens de la banlieue ?

Comment rejoindre ceux qui ne sont pas spontanément nos publics, parce qu'ils ne partagent ni nos lieux, ni nos expériences, parce qu'ils ne partagent pas nécessairement le même langage que nous ? Je crois que la responsabilité de l'Église c'est « d'être à l'appel », être à l'écoute d'un certain nombre d'appels, des appels qui nous viennent de l'Esprit. Aujourd'hui – Jean-Luc dira un mot tout à l'heure des politiques jeunesse – on sent bien que la jeunesse n'est pas très aimée et que de nombreux lieux sont désertés ; nous avons certainement une responsabilité en tant qu'Église ; elle consiste à alerter les pouvoirs publics sur ces désertions. Mais il ne suffit pas simplement de dénoncer, mais il faut aussi y aller, inventer de nouvelles formes d'actions. Par ailleurs, je sais aussi que nous y sommes un peu – admirons aussi parfois ce qui se fait ! Il y a des voix qui tapent sur l'enseignement catholique. Je sais que, dans certaines congrégations, on a choisi de fermer des établissements pour se réimplanter dans des quartiers difficiles. Aujourd'hui aussi, dans un certain nombre de ces quartiers, les religieuses et religieux sont présents et ce choix est fondamental. Donc l'Église n'a pas complètement abandonné ces espaces, mais elle subit les effets des restrictions de ses propres forces. Ce n'est pas par volonté délibérée que l'on ferme un certain nombre de communautés ou de lieux de présence d'Église dans des quartiers défavorisés ou de grandes tensions. L'Église a une responsabilité qu'elle assume. Moi par exemple, je le fais de manière éditoriale. C'est passionnant de pouvoir aller à la découverte de la manière dont l'Église, d'une manière humble et souvent cachée, existe et se préoccupe de ces publics. S'il y a bien une institution qui n'a pas complètement abandonné les jeunes, et y compris les précaires, je crois que c'est bien l'Église ! Il suffit de voir la vitalité d'un mouvement comme la JOC. Non ! Ce n'est pas passé de mode comme je l'entends parfois. Je crois qu'il y a des mouvements, de cette nature-là, qui sont encore capables de rejoindre les précaires, les jeunes paumés. Il y a beaucoup d'espérance, beaucoup plus de richesse que nous ne le pensons. L'Église n'a pas complètement abandonné un certain nombre de secteurs. Nous sommes invités à poursuivre l'effort et à inventer d'autres formes de présence. Le christianisme n'est pas une idée. Le christianisme, c'est un christianisme d'invention, qui n'a jamais fini d'inventer des manières de vivre au monde. Et nous n'avons pas fini d'inventer des manières de vivre

dans l'espace de la banlieue, que soit en matière d'éducation, d'accompagnement, de fourniture de presse, etc. Le christianisme ne cessera jamais d'inventer ; il n'a fait que cela depuis le début. Le Christianisme est une sacrée dynamique capable de répondre au défi de ce temps. Cela relève de notre responsabilité.

Paule Zellitch : *Merci Dominique pour cette ample réponse. Sabine Roux de Bézieux va maintenant répondre à notre deuxième question.*

Comment l'Église peut-elle être actrice de la politique jeunesse dans la société et l'Église ?

Au-delà des études et des statistiques sur les jeunes qui décrivent des comportements et des tendances, se pose la question du que faire ? Que faire pour que les jeunes se sentent à l'aise dans l'Église ? Que faire pour que l'Église ait sa place sur les questions de société liées aux jeunes ? Je ne vais pas répondre en experte des jeunes, mais plutôt partir d'un monde qui m'est familier : le monde du travail, celui de l'entreprise plus particulièrement.

L'entreprise n'a pas toujours bonne presse dans les milieux catholiques : accusée de tous les maux, elle est le lieu de l'exploitation des uns par les autres, le lieu où l'argent est roi et dévoie tout, le lieu où la violence se manifeste le plus aujourd'hui. On lui oppose parfois le monde idyllique de l'associatif où chacun travaillerait en pure générosité pour l'intérêt général, sans heurts ni conflits. Bien entendu, la réalité est plus nuancée. Il ne s'agit pas ici de rappeler la place de l'entreprise dans le monde actuel, ni l'importance pour les chrétiens de s'y investir, comme dans toutes les autres sphères de l'activité humaine d'ailleurs. Ceux qui en doutent pourront relire l'encyclique du pape Benoît XVI, *Veritas in caritate*, ou se rappeler comment dans l'Évangile, Jésus lui-même renvoie à leurs activités les plus courantes, et à leurs métiers, les hommes et les femmes qui croisent son chemin.

Partons de l'entreprise. Peut-on comparer une entreprise avec l'Église ? Là encore, une proposition qui peut surprendre. Il me semble toutefois que cinq points permettent de tenter des rapprochements.

- L'entreprise et l'Église sont des institutions qui cadrent et encadrent tout en souhaitant laisser de la liberté. Chacune a une mission, une organisation interne, des règles de fonctionnement, des enjeux financiers. Chacune tente de concilier initiative individuelle et projet commun, ou pour parler en termes ecclésiaux, dessein individuel de Dieu et communion.
- Les deux institutions génèrent de la suspicion. Un sondage récent indique que 84 % des jeunes sont méfiants à l'égard du monde de l'entreprise avant leur premier emploi, ce taux baissant de près de trente points après l'embauche. L'Église comme institution suscite également une forme de rejet de la part des jeunes, une crainte sur la mainmise qu'elle voudrait leur imposer, ou encore des doutes sur la pureté de ses intentions à leur égard.
- Église et entreprise sont des lieux de vie et de lien social. L'enjeu de l'accès des jeunes (ou moins jeunes d'ailleurs) à l'emploi ne se limite pas à la seule question du salaire. Le travail sociabilise, il rompt le cercle de l'isolement, il rappelle à chacun qu'il a sa place dans l'humanité. L'Église joue ce même rôle de mise en lien : les aumôneries de jeunes accordent un soin tout particulier à la convivialité des lieux d'accueil, les paroisses mettent en place des locaux dédiés aux jeunes, organisent cette mise en relation, si essentielle à la construction de soi et du rapport à l'autre.
- L'entreprise comme l'Église sont des lieux avec des enjeux relationnels forts. Il y est question d'acceptation ou de rejet ; de rapport à la hiérarchie et à l'autorité ; de rapport au savoir et à la compétence. Autant de domaines sensibles avec les jeunes. Les sociologues ont longuement détaillé la manière dont les jeunes se positionnent vis-à-vis de l'autorité et du savoir ; leur attitude est la même vis-à-vis de leur employeur qu'au sein de l'Église.
- Dans l'Église et dans l'entreprise est posée, certes en des termes différents, la question de la réussite (ou de l'échec). Dans un cas, il s'agit de réussir sa vie ; dans l'autre, de réussir dans son emploi, avec des enjeux importants pour l'avenir. L'échec réel ou perçu est lourd à porter et peut se vivre dans une grande solitude.

Si vous acceptez donc ces prémisses, je peux poursuivre ma comparaison. Les jeunes de la génération Y (1979-1995) sont un enjeu essentiel pour les entreprises. Ils désorientent les directeurs des ressources humaines, car leurs comportements sont en décalage par rapport à leurs aînés : la génération Y est celle qui déclenche le plus de litiges, elle développe une posture de négociation permanente, elle ne respecte pas les codes sociaux traditionnels, elle montre un faible engagement vis-à-vis de l'entreprise, elle est peu attirée par les fonctions de management, et enfin elle donne la priorité à sa vie personnelle. En résumé, c'est la génération contrat, donnant-donnant. Autant d'éléments qui ont conduit les DRH à repenser leur approche des jeunes.

Peut-être faut-il d'abord rappeler que ces propos ne concernent pas tous les jeunes : nombre d'entre eux rêvent d'un emploi et cherchent avant tout à être embauché de façon pérenne dans une entreprise. Le taux de chômage des jeunes place la France dans les dernières positions de l'Europe et aucun gouvernement de droite comme de gauche n'a résolu cette difficulté. Je ne prétends pas non plus résoudre cette question. Seulement repérer des bonnes pratiques dans les entreprises qui embauchent des jeunes et font tout pour les retenir. Certaines de ces pratiques sont sans doute transposables dans l'Église, tout en conservant à l'esprit que c'est toujours au nom du Christ et pour le bien des jeunes que ces démarches sont entreprises.

Que font donc les meilleures entreprises pour attirer et fidéliser les jeunes ? Pour attirer, il n'y a pas d'ambiguïté. Le salaire est la motivation première pour 62 % des jeunes. Évidemment, ce n'est pas le terrain de jeu de l'Église. Le deuxième critère de choix des jeunes, ce sont les valeurs de l'entreprise, non pas celles qui sont affichés dans le rubrique « valeurs » du site web, mais celles qui sont démontrées par l'attitude de l'entreprise : respect de la personne, équilibre entre vie privée et professionnelle, égalité des chances, environnement, etc. L'Église occupe largement la sphère des valeurs, et avec une pertinence à la fois immuable et sans cesse renouvelée.

Fidéliser les jeunes dans l'entreprise est un autre défi. La génération zapping est curieuse et souhaite vivre des expériences variées, ne surtout pas s'enfermer dans une vie programmée à l'avance : « *Haro sur la routine* » pourrait être son slogan. Ce qui compte pour

eux, ce sont l'ambiance qui règne dans leur environnement professionnel et l'intérêt de leur travail.

Les DRH ont ainsi déployé une batterie de mesures pour accompagner au mieux ces jeunes au travail. Nous évoquerons pour chacune, dans quelle mesure elles sont transposables dans l'Église, en gardant l'esprit ouvert, et sans *a priori*.

Tout d'abord, étudions les actions individuelles.

- Chaque année, un entretien individuel est l'occasion de faire le point sur les attentes réciproques du salarié et de l'entreprise, sur sa performance dans le poste qu'il occupe, sur son évolution éventuelle et sur les formations dont il pourrait avoir besoin. Ce suivi individualisé est certes consommateur de temps, mais permet de connaître chacun et de maintenir un dialogue sous un format structuré. L'Église a une expérience sans pareille dans l'accompagnement individuel des personnes : chaque être humain, créé à l'image de Dieu, est unique et jouit de l'attention unique de Dieu (« *vos noms sont inscrits dans les cieux* »). À ce titre, l'Église a toujours eu le souci de chacun, et les propositions de plus en plus fréquentes d'accompagnement spirituel des jeunes correspondent à ce besoin de personnalisation de l'écoute et du dialogue. Peut-on aussi avancer que le sacrement de pénitence comporte cette dimension de rendez-vous périodique pour faire le point sur son itinéraire personnel ? Ce rendez-vous se prend avec Dieu, avec le prêtre comme témoin et passeur, pour prendre conscience de ce qui entrave, de ce qui libère et reprendre le chemin avec confiance.
- Quelques semaines après leur arrivée, certaines entreprises demandent aux nouveaux salariés de rédiger un rapport d'étonnement. L'occasion pour elles d'entendre les idées et critiques de personnes, *a priori* bienveillantes à leur égard. Pas d'espace dans l'Église pour un rapport d'étonnement des jeunes. Ils s'ennuient à la messe ? C'est parce qu'ils n'ont pas compris le sens de la liturgie ou qu'ils sont incapables de rester pendant une heure sans leur téléphone ou leur baladeur. Ils rejettent en bloc l'Église qui leur interdit de porter un préservatif ? C'est parce qu'ils n'ont plus de morale, ni de respect de

l'autre. La liste pourrait être longue. La question n'est pas tant de savoir qui a raison ou tort, mais de créer un espace d'écoute libre et d'entrer en dialogue. Et c'est l'objet premier du rapport d'étonnement : s'assurer qu'aucun malentendu ne subsiste après les premières semaines, car ils seront plus difficiles à dissiper. Parfois, ces rapports contiennent d'excellentes idées qui font bouger les organisations pour le meilleur.

- Les entreprises investissent des sommes considérables dans la formation des jeunes. La loi exige un montant de 1,6 % de la masse salariale, mais certaines entreprises vont doubler voire tripler ou quadrupler ce montant. Elles complètent ces efforts par des programmes internationaux pour certains « hauts potentiels ». Dans l'Église, la formation a toujours été un enjeu : les textes bibliques eux-mêmes ne font-ils pas référence aux enseignements prodigués par les prêtres ou prophètes. On y voit Moïse, Esdras ou Jésus enseignant le peuple. L'Église a toujours apporté un soin particulier à la formation : mais celle-ci est-elle tournée vers les jeunes ? Vers la fameuse génération Y ? Les JMJ peuvent certes être pensées comme le programme international des jeunes, de même que des lieux qui rassemblent au-delà des frontières nationales : Taizé, les chemins de Saint-Jacques, Lourdes, etc. La formation des jeunes reste toutefois un chantier à défricher.
- Enfin, derniers éléments de la politique des entreprises à l'égard des jeunes : la multiplication d'événements dédiés avec leurs pairs, ainsi qu'avec des aînés ou des parrains qui les coachent dans leur carrière ; et bien entendu des portails web et outils internet collaboratifs. L'Église peut mieux faire sur tous ces aspects : si certains groupes catholiques s'installent peu à peu sur la plupart des réseaux sociaux, et notamment sur Facebook, si de plus en plus d'événements sont organisés par et pour les jeunes, comme le pèlerinage en Terre Sainte ou Holy Beach pendant l'été 2010, ceux-ci sont encore trop peu nombreux et pas toujours coordonnés. Enfin, le parrainage, encore un savoir-faire de l'Église que l'on appelle accompagnement, n'a pas assez pris son essor à l'égard des jeunes, sans doute faute de personnes, mais aussi peut-être faute d'avoir imaginé une manière nouvelle de l'organiser.

Au-delà des actions menées directement en faveur des jeunes, les entreprises développent également des mesures collectives visant à devenir plus attractives pour cette génération Y. Ces actions sont de deux ordres : un travail sur les qualités du management, d'une part et, d'autre part, un travail sur les valeurs et leur mise en œuvre.

Le management des entreprises est composé de personnes issues le plus souvent de la génération qui précède les « Y ». Leurs attitudes et comportements ont contribué à leur réussite et ils tentent de les appliquer et les enseigner à leurs jeunes collaborateurs. Mais, ainsi qu'on la vu plus haut, la génération Y ne « joue pas le jeu ». Les DRH des grandes entreprises déploient donc des programmes de formation de leur encadrement afin qu'ils soient plus à même de gérer leurs équipes, en tenant compte de leurs nouvelles aspirations et comportements.

Démontrer les valeurs d'entreprise par des actions d'envergure est un deuxième axe d'action. Les moyens mis en œuvre prennent des formes extrêmement variées, et plus l'entreprise est importante, plus elle offre une palette diversifiée : sponsoring sportif, jeux d'entreprise, engagements caritatifs à travers une fondation, etc. Des exemples récents ? Virgin Mobile qui a soutenu la *Route du rhum*, auprès de Damien Seguin, un skippeur né avec une seule main ; ou encore le jeu *Citizen Act* de la Société Générale, dans lequel des jeunes du monde entier doivent inventer la banque responsable de demain.

L'Église peut mieux faire dans ces deux domaines : les comportements des « adultes », à l'intérieur de nos paroisses, laissent-ils aux jeunes toute la place qu'ils pourraient désirer ? Quelle est la première réaction d'une équipe d'animation pastorale à qui un groupe de jeunes demande d'animer une messe avec batterie et guitare électrique ? Quelle proportion du budget de nos assemblées locales est accordée aux jeunes ? Plus largement, quelle est l'image des jeunes à l'intérieur de l'Église, c'est-à-dire au-delà des aumôneries et groupes de jeunes professionnels ?

L'Église de notre temps n'est pas un bloc homogène ; si un œil neuf pourrait être posé sur notre jeunesse par certains, il faut aussi souligner les innombrables propositions qui répondent à leurs aspirations. Propositions spirituelles des réseaux jeunesses ignaciens, volontariat international de la DCC ou la Fidesco, ou encore présence au cœur d'un des plus importants rassemblements de jeunes français,

la course de voile organisée chaque année par l'EDHEC. Autant d'initiatives encourageantes, signes visibles de l'Église du Christ parmi les jeunes.

En guise de conclusion à cette partie, quatre conseils d'entrepreneurs pour mieux accueillir les jeunes.

- Donnez du sens à leur fonction : expliquez-leur leur rôle, leur importance pour l'Église, et ultimement leur importance pour Dieu.
- Fixez dès le départ un code de bonne conduite en expliquant la raison des règles : les règles de ponctualité et de tenue vestimentaire certains codes sociaux sont parfois méconnus et doivent être rappelés. Dans l'Église, les règles sont nombreuses, leur sens aussi doit être expliqué afin qu'elles soient comprises comme des sources de liberté et non de contraintes.
- Mettez-les sur des missions collectives : les jeunes agissent en « bande ». Loin d'être systématiquement menaçantes, ces bandes sont une force inouïe pour ceux qui savent les orienter.
- Accordez-leur une dose suffisante d'autonomie, une succession de projets excitants : faites confiance aux jeunes, ce serait bien le mot de la fin. Quand Jean-Paul II leur disait « *N'ayez pas peur* », il adressait la même parole à leurs aînés que nous sommes aujourd'hui.

L'Église est plus que jamais une source de réponses pour les jeunes

Dans une deuxième et courte partie, je souhaiterais ouvrir quelques dossiers pour la réflexion, sans prétention d'exhaustivité ni d'appui scientifique. L'Église dans le monde et non du monde adopte typiquement deux attitudes : un rôle prophétique, par lequel elle dénonce les injustices et un rôle de proximité, lorsqu'elle accompagne les hommes sur leur chemin, comme Jésus le faisait. Après des malades, il pose des gestes simples et ne demande que des choses en apparence banales : « *Va te laver les yeux* » ; « *Prends ton grabat et lève-toi* »... Avec les pèlerins d'Emmaüs, il montre la voie à l'Église pour sa mission : écoute des souffrances des hommes, entrée dans les

saintes Écritures et sacrements. Ce sont ces exemples qui ont l'aspect de la simplicité que l'Église peut adopter aujourd'hui.

Sur six thèmes actuels qui touchent la vie des jeunes ou les intriguent, je ferai quelques propositions pour l'Église, très parcellaires et incomplètes, mais pour montrer que nous ne sommes essentiellement bridés par nous-mêmes dans notre approche des jeunes.

- L'attrait des jeunes pour le mystérieux, l'occulte, l'accès à des secrets non dévoilés : qu'il s'agisse de livres comme le *Da Vinci code*, de films comme *Matrix* ou de bandes dessinées comme *Décalogue*, *INRI* ou *Le Linceul*, les ouvrages mettant en scène certains aspects du christianisme ne manquent pas. L'Église est dans son rôle lorsqu'elle explique patiemment son histoire, la constitution des Écritures, et donne à découvrir que le mystère n'est pas là où on s'y attend, que ce mystère est source de bonheur et de liberté. Les jeunes peuvent et veulent entendre un tel message.
- Nouveau ! Produits technologiques ou chanteur à la mode, aucun domaine n'échappe à l'attrait de la nouveauté. Que peut faire l'Église avec son message « vieux » de 2000 ans ? D'abord et avant tout, se recentrer sur l'Évangile et travailler sans peur sur l'actualité de son message. Ensuite, montrer des visages de l'Église. Sans tomber dans la *Star Ac'*, les jeunes ont besoin de s'identifier à des modèles. Si l'ultime modèle à suivre, c'est bien le Christ, des personnes proches d'eux peuvent les toucher. Et nul besoin de faire du jeunisme : il est ainsi toujours frappant de voir la place des grands-parents dans leur vie, comme exemples de générosité, de souci des autres et de bienveillance. La puissance de témoignage de Jean-Paul II venait de sa force intérieure, non d'une recherche de complicité *a priori* avec les jeunes. La nouveauté est venue pour ces jeunes d'un langage en vérité qu'ils n'entendaient pas ailleurs.
- Le besoin de se sentir utile : dans une société qui a du mal à laisser de la place aux jeunes et souvent n'en montre que la facette noire, les jeunes veulent apporter leur contribution et renouveler le monde. Deux pistes pour l'action. L'Église doit mieux valoriser les grandes ONG chrétiennes (la Croix Rouge et Caritas sont les premières ONG de la planète) et encoura-

ger le volontariat associatif et international. À travers la DCC, Fidesco, les MEP, etc. ce sont des milliers de jeunes engagés auprès des démunis de la planète. Dans une autre sphère, l'Église a toute sa place pour s'impliquer dans les cours et chaires d'éthique et de philanthropie des universités et grandes écoles : « l'experte en humanité » que décrivait Paul VI est plus que jamais pertinente, pour dire aux jeunes qu'elle accompagne ceux qui souffrent et qu'eux aussi peuvent s'engager à ses côtés.

- Le monde comme horizon. Une récente conférence de la société generationy20.com s'intitulait : « *Si vous n'êtes pas là pour changer le monde, faites demi-tour.* » Au-delà de l'aspect provocateur de cette formule, elle dit bien la manière dont le monde est devenu petit aux yeux de nos jeunes, et leur idéalisme pour faire changer les choses. Encore une fois, l'Église est au cœur de cette réalité : sa vocation universelle, la présence de chrétiens dans tous les pays du monde en fait la première organisation mondialisée, avant toutes les multinationales ou organisations internationales, une institution par ailleurs impliquée dans toutes les causes mondiales, au côté des plus démunis. Les jeunes peuvent en être fiers et s'y sentir bien.
- Pour 78 % des jeunes, la première priorité est leur vie de famille. Le paradoxe est réel. À l'heure où le taux de divorce n'a jamais été plus élevé, où la majorité des enfants naît hors mariage, comment peuvent-ils encore rêver à une vie de famille ? Le film récent *Les petits mouchoirs* de Guillaume Canet illustre bien une génération d'adolescents mal équipés pour former et faire grandir une famille, et plus généralement nouer des relations adultes entre eux. Le réalisateur lui-même dénonce cette « *frénésie des gens à vouloir à tout prix ne vivre que des moments formidables* ». Et ce n'est que dans les dernières minutes du film, alors qu'ils se retrouvent dans une chapelle autour du cercueil d'un de leurs amis que les premières paroles vraies sont échangées. Comme si les circonstances habituelles de leur vie ne permettaient pas des relations profondes, comme si aussi l'Église était le seul recours ultime pour devenir soi-même. Rien d'explicite bien entendu, mais un

rappel que l'Église est bien un lieu naturel de formation et d'accompagnement des jeunes vers l'âge adulte. Et les blocages réels sur les questions de sexualité et du divorce ne doivent pas occulter le rôle de l'Église dans ce vaste domaine de la vie affective.

- Le sens de la vie, le développement personnel : le besoin de spirituel des jeunes a déjà largement été traité dans ces assises. Il s'agit en effet de ne pas oublier qu'un jeune ne va pas voir un prêtre parce qu'il est prêtre, mais pour ce qu'il va lui apporter. Ce n'est pas un contenu de la foi qu'il attend, ni un enseignement, mais une aide pour mieux vivre. L'Église doit rester centrée sur sa mission d'annonce de la Bonne Nouvelle.

Paule Zellitch : *Merci Sabine. J'imagine qu'à la table, il y a des questions. Qui a envie de commencer ?*

Jean-Luc Pouthier : Anticipons sur ce que je développerai tout à l'heure. Il se trouve que la France est aujourd'hui, parmi les grands pays d'Europe, celui dans lequel le chômage de la jeunesse est le plus élevé par rapport aux autres catégories de la population en âge de travailler. Comment voyez-vous, à la fois dans les entreprises et dans l'Église, un message, sinon une action, destiné à atténuer cette angoisse, qui est la première angoisse de tout jeune à partir de l'âge de 14-15 ans ?

Sabine Roux de Bézieux : Il est clair que l'emploi des jeunes est un enjeu. Il y a des politiques de l'État qui, les unes à la suite des autres, s'attaquent à cette question. Je pense que les chrétiens dans leur entreprise ont pour responsabilité d'embaucher des jeunes – pas seulement pour des stages successifs de trois mois – de leur offrir de vrais postes, une formation, de porter attention à leur « employabilité ». Une des voies serait peut-être de rappeler aux chrétiens qu'ils ont une responsabilité première vis-à-vis des jeunes et quant au reste, je ne sais pas très bien, n'étant pas ministre de l'Emploi.

Dominique Greiner : Ce n'est pas une question mais plutôt une manière de rebondir sur ce qui a été dit et qui interroge l'analogie monde de l'entreprise et Église. C'est vrai qu'une entreprise, pour

« tenir » ses salariés, dans une logique de gestion des ressources humaines, a besoin de choses qui les séduisent. Ce vocabulaire ne me fait pas peur, parce que la foi est aussi de l'ordre de la séduction. On est séduit par le Christ et pas par autre chose. Mais la question est que, dans l'Église, il ne s'agit pas de faire venir des jeunes ; là n'est pas là notre objectif. Ce n'est pas de les « tenir », l'Église n'est pas une fin en soi. La question est plutôt : comment va-t-on les ouvrir à une expérience du Christ ? C'est le Christ qui séduit ! L'Église est ce lieu où cette séduction du Christ va pouvoir opérer. Ceci pour pointer la limite de l'analogie du vocabulaire économiste – je n'en n'ai pas peur, je suis économiste. C'est un avertissement à toutes nos communautés et à nos groupes d'Église car comme les jeunes sont rares, la tentation de les retenir peut être grande. Et que sommes-nous en train de faire ? Il y a toujours à avoir une attention forte à la préservation de la liberté. Si la séduction devient finalement un enfermement nous contredisons le message de l'Évangile.

Comment finalement susciter ? Il faut des communautés où le Christ, mort et ressuscité, soit proclamé et loué. Ces communautés ne sont pas là pour attirer mais pour proposer d'entrer dans la louange et dans la proclamation. Ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Sabine Roux de Bézieux : Je ne suis pas en opposition avec ce que vous avez dit. J'ai tronqué mes propos pour aller plus vite et j'ai pu paraître un peu abrupte. Il est évident que ce que l'on cherche avant tout, c'est d'aider chaque jeune à mieux vivre dans les difficultés qu'il rencontre, à trouver un emploi, pour constituer une famille, pour mieux démarrer dans la vie comme adulte. L'Église a beaucoup à apporter au jeune, dans sa recherche de nouveauté et les jeunes aiment beaucoup la nouveauté. L'Église a apporté la nouveauté de l'Évangile ; elle leur a demandé comment ils voient l'innovation dont vous parliez tout à l'heure. L'Église leur demande de participer à la construction de l'Église de demain. Les jeunes n'approchent pas le monde comme nous le faisons ; nous prenions le TGV pour un trajet de trois heures, eux ils prennent l'avion pour ces mêmes trois heures... ou leur bicyclette et font le tour du monde. L'Église est la première organisation internationale qui ait jamais existé. Les jeunes peuvent y découvrir qu'ils ne sont pas seuls à être chrétiens, même s'ils se sentent un peu isolés dans leur quartier, dans leur association,

leur entreprise. Avoir le monde pour horizon les aide aussi à comprendre comment le Christ peut guider la vie de leurs contemporains, aux quatre coins de la planète.

Paule Zellitch : *Je vais maintenant laisser la parole à Jean-Luc Pouthier qui va répondre à cette troisième question : « Quels sont les enjeux et les défis de la politique jeunesse, de la place que l'on accordera ou pas aux jeunes dans la société ? »*

Jean-Luc Pouthier : Le premier point que je voudrais rappeler, sans vous infliger un cours, est une question : « D'où venons-nous ? » Lorsqu'on aborde la question de la jeunesse et de la politique par rapport à l'Église, une césure apparaît souvent : « *Avant le concile Vatican II, c'est mal, et après le concile c'est bien.* »

Avant le Concile, c'est Pie XII, l'Église hiérarchique, les compromissions avec des régimes autoritaires, avec des mouvements comme l'Action française ou d'autres. Après le Concile, c'est le pluralisme, un rapport nouveau avec la société, la fin de la confrontation avec l'État et c'est bien. Dans l'histoire, cela ne s'est pas passé tout à fait comme ça. Pendant longtemps, en France, l'Église a organisé la formation des jeunes à la politique et leur venue vers le monde de la politique, vers l'exercice du métier de citoyen – parce que c'est un véritable métier. Il est vrai que cela se faisait au sein d'un organisme fondé à la fin du XIX^e siècle par un vieux monarchiste, Albert de Mun, qui s'appelait l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF). Cette ACJF a peu à peu évolué vers le catholicisme social, puis la démocratie chrétienne. Elle a formé des jeunes qui ont été parmi les premiers à s'engager dans la résistance à l'occupation allemande et au nazisme, dès septembre 1940, dans le mouvement Liberté. En 1956, un conflit avec l'épiscopat a entraîné la disparition de l'ACJF.

De l'ACJF sont nés aussi des mouvements d'Action catholique, à la fin des années 1920 et au début des années 1930 : Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), Jeunesse agricole chrétienne (JAC), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Tous ces mouvements ont occupé une place importante, jusqu'à la fin des années 1960, dans la socialisation politique de toute une partie de la jeunesse proche ou intégrée à l'Église. Pendant la guerre d'Algérie, la JEC a joué un rôle éminent dans la mobilisation des jeunes chrétiens contre la torture. La JOC est

toujours présente dans des lieux où les possibilités de socialisation politique sont extrêmement faibles. La JAC a formé des générations entières de responsables du monde agricole, jusqu'à une date très récente ; elle continue à le faire à travers le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC). Aujourd'hui, l'accompagnement des jeunes dans leur premier contact avec la politique a lieu du côté de la pastorale ou d'un certain nombre d'associations comme « La politique, une bonne nouvelle », par exemple ; mais l'intérêt pour la politique, chez les jeunes chrétiens, semble malgré tout être moindre que ce qu'il était autrefois, même si les conditions de la mobilisation de jadis et la confrontation entre l'Église et l'État – comme l'a rappelé Dominique Greiner – ne sont plus bien sûr celles que nous connaissons désormais.

Deuxième point : la politique et la jeunesse ou la « politique jeunesse » aujourd'hui. En 2009, Martin Hirsch a été nommé Haut commissaire à la jeunesse. Il a tout de suite commandé un rapport dont un chapitre est intitulé : « Que faire pour améliorer la relation des jeunes à la politique ? » Or, les réponses à cette question sont un catalogue de bonnes intentions du genre : « *Il faut encourager les partis politiques à mieux prendre en compte la jeunesse. Encourager les municipalités à ouvrir des lieux dans lesquels les jeunes seront accueillis et seront formés à la vie politique et associative locale.* » Bref, peu de propositions concrètes.

Prenons l'exemple du mouvement contre la réforme des retraites, du printemps et de l'automne 2009. Les jeunes ont pris part à la mobilisation contre cette réforme, alors qu'elle ne les concernait qu'à long terme. Dans un premier temps, pour expliquer cela, les journaux ont publié les analyses habituelles des sociologues de l'éducation sur l'inégalité des chances. Les livres de Raymond Boudon et Pierre Bourdieu sur *L'inégalité des chances* ou *La reproduction* datent de 1970-1973. Le lecteur avait le sentiment que rien n'avait bougé depuis lors. Dans un deuxième temps, sont apparues les railleries fondées sur le fait que la question des retraites ne se poserait pour ces jeunes que dans 30, 40 ou 50 ans ; on a entendu des hommes politiques, voire des commentateurs, se moquer de ceux qui manifestaient alors qu'ils n'avaient pas encore passé leur baccalauréat. Pourtant, les jeunes, dans les années qui viennent, seront confrontés directement au problème des retraites. Bientôt vont arriver à la

retraite des générations qui auront été les premières à avoir vécu massivement la précarité de l'emploi. Pour ces générations-là, la retraite relativement confortable des seniors actuels sera un lointain souvenir. Les pensions ne seront plus les mêmes. Or ce que les sociologues et les économistes constatent, c'est qu'un transfert de revenus s'opère à l'heure actuelle des générations les plus âgées – les grands-parents – vers les petits-enfants. Dans les conditions de précarité que les petits-enfants affrontent, pendant de nombreuses années désormais, l'appui des grands-parents est déterminant. Une seule statistique (qui traduit d'ailleurs aussi une forme de mépris de la société française pour sa jeunesse) : le revenu moyen disponible des Français a augmenté de 14 % entre 1996 et 2008 ; mais cette hausse n'a été que de 7 % pour les 18-25 ans (11 % pour les 25-34 ans), alors qu'elle était de 22 % pour les 55-74 ans (18 % pour les plus de 75 ans). Cette situation ne durera pas, et quand la génération des 12-14 ans d'aujourd'hui arrivera à l'âge de la première installation dans la vie adulte, les grands-parents ne pourront plus les aider comme ils le font aujourd'hui.

Donc ces gamins qui manifestaient contre une réforme des retraites – non pas par parce qu'ils devront travailler jusqu'à 62-63 ans – exprimaient l'inquiétude qu'ils ont, au présent, face à la précarisation et à l'appauvrissement de la société. Eux connaissent la génération de leurs parents qui vit déjà dans des conditions précaires ; ils savent que le risque qu'ils auront à affronter sera plus fort que celui que nous avons nous-mêmes connu dans le passé. Alors les moqueries sur la mobilisation de ces jeunes, quels que soient les risques de manipulation, étaient parfois d'assez mauvais goût face aux difficultés et aux angoisses réelles qu'ils éprouvent. L'un des meilleurs connaisseurs de ces questions, le sociologue Louis Chauvel a exprimé l'espoir que ce mouvement favorise une repolitisation de la jeunesse, grande absente de la politique au cours des trente dernières années. Peut-être cela va-t-il se vérifier avec la prochaine élection présidentielle.

Troisième et dernier point : quelle est la parole que nous pourrions attendre de l'Église ? Peut-être, de temps à autre, une parole un peu plus forte à destination des jeunes. Pendant l'été 2010, alors que des problèmes graves touchant aux droits de l'homme – et en particulier aux droits des migrants – se posaient, chacun a pu constater qu'une parole d'Église pouvait avoir des effets très forts, et faire

bouger la réalité sociale et l'attitude des dirigeants politiques. Aucun gouvernement n'a été capable en mettre en place une politique qui tire la jeunesse de l'angoisse où elle se trouve aujourd'hui. En 2011, le score est de 15/15 ; 15 ans de gouvernement de gauche, 15 ans de gouvernement de droite, depuis 1981. *« Les politiques de la jeunesse menées dans ce pays depuis vingt-cinq ans, y compris par les socialistes avec les emplois-jeunes – a constaté Louis Chauvel – sont très en deçà de la gravité de la situation. La priorité numéro un dans notre pays, c'est le retour au plein emploi. La priorité numéro deux, c'est l'intégration dans de bonnes conditions des jeunes générations dans le travail. »*

Est-ce que l'Église pourrait avoir sur ce plan une parole forte à adresser aux dirigeants politiques, quels qu'ils soient ?

Sabine Roux de Bézieux : Qu'est-ce que vous suggéreriez pour que les jeunes se réengagent en politique, pour qu'ils se réengagent, tout court ?

Jean-Luc Pouthier : Jadis, pour ceux qui s'engageaient en politique, les modes de socialisation passaient par l'adhésion au mouvement de jeunesse d'un parti, avant d'adhérer au parti lui-même ; ces modes là ne fonctionnent plus. Pourquoi ? Parce que les mouvements de jeunesse des partis politiques ne sont pas des viviers pour ces partis, mais des groupuscules manipulés – dans tous les partis d'ailleurs – à travers lesquels les jeunes n'accèdent plus ensuite à la responsabilité politique. Dans la législature d'avant 2002, il y avait plus de 100 députés de moins de 40 ans ; ils sont douze aujourd'hui. Nous sommes une gérontocratie. Le parlement français est un des parlements qui a la moyenne d'âge la plus élevée au monde. Sans parler de la présence des femmes. Ainsi, le modèle de socialisation ancien ne fonctionne plus. Depuis 2002, deux types de socialisation ont mobilisé plus particulièrement les jeunes. En 2002, entre les deux tours des élections présidentielles, c'était la mobilisation contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour. L'affect démocratique et humanitaire est très fort chez les jeunes ; la présence d'un Jean-Marie Le Pen au second tour les fait réagir et les mobilise. En 2006, la deuxième mobilisation était de type générationnelle contre le Contrat première embauche (CPE).

La première mobilisation, c'est la manifestation, la descente dans la rue. Si les jeunes aujourd'hui descendent dans la rue, c'est parce que c'est leur mode de socialisation politique. Ils ne vont pas prendre de carte à un parti, ils descendent manifester. Donc, que sommes-nous en mesure de faire pour percevoir les attentes, dans ce type de manifestation, et pour les accompagner dans ces moments-là ?

Les jeunes ont en outre une capacité de mobilisation dans le réseau associatif plus forte que celle de leurs aînés. La création d'associations, non confessionnelles mais proches de l'Église, qui proposeraient de la formation à la vie politique, à la vie citoyenne à ceux qui se sentent davantage concernés par ces sujets ne serait-elle pas envisageable ?

Dominique Greiner : J'abonderai dans le sens de Jean-Luc, avec des exemples concrets sur l'absence de politique jeunesse ; il suffit de regarder ce qui se passe dans l'Éducation aujourd'hui. On a d'un côté des classes de 35 à 40 élèves dans certaines écoles primaires et de l'autre des annonces de suppressions de postes dans l'enseignement – je crois 20 000 postes à l'horizon 2012. On comprend tout de suite la réalité de l'investissement jeunesse, tandis qu'on déclare par ailleurs être dans une société de savoirs, privilégier la recherche, etc., alors que les investissements ne suivent pas ! Nous avons la même situation sur l'incapacité à gérer la dette publique qui continue d'augmenter. On resserre certains budgets ; on n'ose pas le faire pour d'autres ; or, les budgets resserrés touchent souvent la jeunesse de plein fouet, dans l'emploi ou ailleurs. Je pense par exemple à la suppression de la rétroactivité du paiement des allocations logement qui va toucher les jeunes qui s'installent. J'ai vraiment le sentiment d'une société qui ne croit pas en son avenir. C'est peut-être aussi une manière de protéger une certaine caste gérontocrate... et en gérontocratie nous nous y connaissons, en place des femmes aussi. Mais, dans un même temps, nous sommes portés ; nous, nous croyons en l'avenir, en l'avenir de l'Église, parce que cette institution n'est pas une institution simplement humaine ; elle a été voulue par le Christ, elle est suscitée par Lui et l'Église. Elle a un avenir parce que Dieu le veut. Et donc l'humanité a un avenir parce que Dieu le veut. Nous sommes dans une confrontation, et nous avons un ministère

d'espérance fondamental à manifester. Et si c'est seulement dans l'entre soi cela n'a pas beaucoup d'intérêt. Le salut n'est pas pour l'Église, il est pour ce monde. Comment allons-nous pouvoir dire que ce monde a un avenir, que son avenir est entre les mains de Dieu et que Dieu ne veut pas le chaos ? Nous allons entrer dans des confrontations de plus en plus fortes. Et à un moment donné, on ne pourra éviter de faire surgir des paroles fortes dans le champ politique.

J'ai entendu, lors de la Conférence des évêques, quelques tensions. On sait bien qu'il y a des négociations un peu subtiles entre le gouvernement et l'Enseignement catholique pour la suppression de postes en cours. On sent bien que cela a pu peser dans la visite d'un président de la République au Pape. On sent bien que cette question de la jeunesse est très sensible ; dans ce domaine, l'Église compte mais est aussi très tributaire de l'État. Alors, on n'ose pas dire les choses trop haut. Mais à mon avis, il faut qu'elles soient dites, à cause même de notre capacité de projection en l'avenir, à cause de notre espérance un peu folle en l'avenir. On ne peut pas sacrifier cette jeunesse. Que l'on sente bien cet appel. Je crois que ces paroles fortes vont venir, parce que la situation qui est faite aux jeunes – parce c'est un pluriel – est aujourd'hui absolument insupportable.

Jean-Luc Pouthier : Je partage tout à fait ce que vient de dire Dominique. Dans son travail, il est l'un de celui qui se soucie le plus régulièrement de la question.

Dominique Greiner : Cette préoccupation de l'avenir fait partie de la fibre de l'Église. Non pas par jeunisme, notre environnement ne nous favorise pas. Mais parce que nous croyons en l'avenir du monde qui nous est confié. Finalement le rôle de la jeunesse, et dans de nombreux pays on insiste sur le rôle de la jeunesse, chez nous est bien moindre.

Jean-Luc, tu parlais tout à l'heure de l'importance de l'action catholique, de l'ACJF dans la formation des élites politiques, tu dis qu'elle n'a pas été relayée. On le voit effectivement dans les partis politiques. Peut-être existe-il des mouvements de jeunesse où on soit dans une espèce de continuité ? Dans l'Église, y a-t-il des lieux où une conscience politique est capable de mûrir, d'où viendront les futures élites ?

Jean-Luc Pouthier : Il existe par exemple un Secrétariat pastoral d'études politiques qui travaille avec des jeunes, avec des jeunes parlementaires, si peu nombreux qu'ils soient. Quant au mouvements chrétiens, j'ai le souvenir d'une enquête que j'avais faite il y a une quinzaine d'années pour le mensuel *Panorama*, sur la pastorale des jeunes précisément. Et je me souviens d'avoir rencontré un aumônier de la JOC dans le diocèse de Troyes. Avec un certain nombre de jeunes d'un quartier où la vie n'était pas aisée, il menait un travail remarquable de reconstitution d'histoires de vie, d'itinéraires. Un travail personnel, davantage qu'un travail débouchant directement sur l'action. Peut-être était-ce un premier temps ; l'action serait venue dans un deuxième temps. Aujourd'hui, nous voyons bien que ce travail d'accompagnement touche des jeunes dans des difficultés telles que si l'accompagnateur leur permet déjà d'affronter avec un peu plus de solidité les difficultés auxquelles ils sont confrontés, il a quasiment atteint son but. Alors, le deuxième stade serait la mobilisation collective, un stade ultérieur possible parce que le premier effort a déjà été fait et qu'il faut du temps pour franchir ce second pas-là.

Sabine Roux de Bézieux : Moi je ne suis pas compétente en macro politique et j'ai une vision un peu plus encourageante et positive de ce qui se passe. Lorsque l'on travaille à côté des jeunes, leur capacité de création, d'innovation, leur volonté de changer les choses sont extraordinaires. Notre rôle en tant qu'adultes, c'est de les aider à décrypter ce qui se passe autour d'eux, les films qu'ils voient, les idées à comprendre.

Paule Zellitch : *Après cette table ronde qui a été plutôt tonique, pour reprendre un peu ce que Dominique et Jean-Luc ont dit, chacun à sa manière, il y a un prédicat de justice à tenir dans toutes les mises en œuvre regardant les jeunes et cela quelles que soient les institutions qui s'expriment. Le rapport entre l'Église et l'État a considérablement changé ; vous invitez l'Église à devenir vraiment partenaire des politiques jeunesse et à faire des propositions. Quand à nous, en charge de l'évangélisation des jeunes, je crois que nous saurons accompagner, relayer et transmettre les besoins... des jeunesses. Merci beaucoup à chacun d'entre vous. ■*